

aloue:  
rait. P la solution aue



dé le thème lors de l'élaboration du Pacte pour un enseignement d'excellence ?

« Parce que c'était un sujet tabou », raconte un des acteurs. « On n'a pas évoqué cette question des réseaux parce qu'on savait très bien, tous autour de la table, que si on rentrait par ce point, chacun allait se crisper. » Etienne Michel complète : « La réalité c'est qu'aucune des catégories de pouvoir organisateur n'a matériellement la possibilité de reprendre tous les autres. Un réseau unique n'est donc pas envisageable. Ce qui est crédible, c'est un régime de régulation et de financement unique, avec une distinction des rôles de l'autorité publique comme régulateur impartial d'une part et comme opérateur d'autre part. Le Pacte d'excellence a permis de progresser dans cette direction. »

#### Une révolution inimaginable

Vincent Vandenberghe met les pieds dans le plat : « Ma préférence irait plutôt vers un réseau unique calé sur le modèle du libre qui, au passage, est le seul à faire fonctionner les écoles "en réseau", au sens premier du terme. C'est un mélange d'autonomie et de collaboration. Les écoles de WBE fonctionnent plutôt sur un modèle vertical top-down. En tant qu'économiste, ce qui m'intéresse dans le fonctionnement des écoles libres, c'est cette organisation "en réseau". Mais les plus ardents défenseurs d'une structure unique n'ont pas ce projet-là en tête. »

On fait quoi ? Nombreux sont les acteurs convaincus aujourd'hui qu'une révolution est inimaginable, qu'il vaut mieux avancer à (très) petits pas. C'est la thèse défendue par Roland Lahaye à la CSC : « Je ne suis pas certain que le réseau unique soit la solution. Avant de penser à ça, j'ai déjà envie que l'on régule la concurrence. Il y a des deniers publics qui sont dépensés pour cette concurrence malsaine. On a d'ailleurs loupé le

coche lorsqu'on a mis en place les pôles territoriaux pour les élèves à besoins spécifiques : plutôt que de regrouper différents réseaux, on est restés dans l'entre-soi. C'est lamentable, c'était pourtant l'objectif du Pacte. D'autres synergies seraient qu'un enseignant qui a travaillé dans un réseau puisse valoriser son ancienneté dans un autre. Même s'ils se parlent, les réseaux doivent ouvrir des brèches dans les murs étanches qui se trouvent entre eux. »

C'est aussi celle de Marc Demeuse : « Le seul moyen est d'y aller très, très lentement en faisant en sorte qu'*in fine*, il n'y ait plus de raisons d'avoir des réseaux. Ça prendra encore au moins cinquante ans... Cela dit, le renforcement des référentiels devrait conduire à davantage d'enseignements communs. Le premier signal d'un réseau unique ce sera quand on aura réussi à supprimer les programmes différents dont on se demande pourquoi ils existent car on y parle peu de pédagogie. »

#### Une autre voix

D'ici là, d'aucuns ont un jour pensé à un rapprochement entre les trois réseaux officiels... Mais la suggestion est restée au stade d'embryon : « Franchement, ce n'est pas demain la veille qu'on aura un réseau unique. Il est déjà impossible d'avoir un réseau commun pour l'officiel bien que l'idée

ait été proposée par un ministre socialiste. C'est institutionnellement et sociologiquement impossible », dit Marc Romainville.

Dans ce concert d'avis divergents s'élève un discours neuf, intéressant : « Un réseau unique, ce n'est ni racheter des bâtiments, ni tous adhérer à un projet identique. C'est simplement s'affilier à un même réseau plutôt qu'à des fédérations concurrentes. C'est très facile à faire et ça n'empêche pas d'avoir des projets éducatifs différents », dit Julien Nicaise, administrateur général de WBE.



*Je suis pour un travail inter-réseaux, y compris avec l'enseignement libre, même s'il y a des choses sur lesquelles on ne sera jamais d'accord*

**Julien Nicaise**  
Administrateur général de WBE

”

« Moi, je suis très pragmatique. Je suis pour un travail inter-réseaux, y compris avec l'enseignement libre, même s'il y a des choses sur lesquelles on ne sera jamais d'accord. Quand nous sommes confrontés aux inondations, à l'arrivée des élèves ukrainiens, à la gestion du covid... toutes ces choses ne se déclinent pas philosophiquement. On pourrait même aller plus loin : est-ce qu'aujourd'hui, il est toujours efficace pour le système éducatif d'avoir des programmes de cours différents ? OK, sur les questions philosophiques ce serait compliqué, mais est-il vraiment impossible de réfléchir ensemble à des stratégies d'apprentissage de la lecture, des mathématiques ou des sciences ? Ça mériterait qu'on s'attarde sur ce sujet. »

Une autre voix. Et une autre voie.

## témoignage « Nous ne faisons pas de différence entre les réseaux »

C.HN

À l'exception des personnes à leur tête, les réseaux d'enseignement collaborent assez peu. En juillet 2021, suite à une catastrophe climatique et dans un élan de solidarité collectif, des échanges se mettent en place. « Après les inondations, j'ai été contactée par un collègue formateur du CAF (Centre d'autoformation et de formation continuée de Wallonie-Bruxelles Enseignement, NDLR) pour mettre sur pied une collecte de dons », se souvient Angélique Maghe, formatrice et directrice du CAF. « Dans un premier temps, du matériel scolaire à destination des élèves sinistrés. J'ai ensuite eu un contact avec Monsieur Nicaise pour que la hiérarchie nous donne son feu vert. En discutant, nous avons décidé que les dons seraient distribués à tout le

monde, peu importe le réseau d'enseignement. »

Pour se faire connaître et obtenir des dons, les formateurs et formatrices utilisent les réseaux sociaux. Après des premiers jours timides, une véritable chaîne de solidarité se met en place. « Certains enseignants avaient leur classe complètement dévastée. Ils avaient tout perdu. Soit ils nous envoyaient par mail la liste du matériel qu'ils souhaitaient acquérir, soit ils venaient directement sur place. »

Particuliers, entreprises, associations viennent déposer leurs

*Nos collègues néerlandophones ont également participé à l'opération pour aider les élèves wallons sinistrés*

**Angélique Maghe**  
Formatrice et directrice du CAF

”

dans à Tihange et Frameries. « Même Emmaüs (communauté ouvrière fondée par l'abbé Pierre, NDLR) a pris contact avec nous. Ils sont arrivés avec un camion entier. Ils avaient pris le temps de trier, parmi tout ce qu'ils recevaient de leur côté, tout ce qui pouvait convenir à du matériel scolaire. »

« Nous ne faisons pas de différence entre une école du réseau libre, une école de la Province ou une école de notre propre réseau », assure Angélique Maghe. « Nos collègues néerlandophones ont également participé à l'opération pour aider les élèves wallons sinistrés. »

**Demain**  
Les enfants sont-ils devenus ingérables ?

#### Nos intervenants

**Marc Demeuse** est psychologue et statisticien, professeur à l'UMons. Spécialiste des systèmes éducatifs.

**Marc Romainville** est professeur ordinaire à l'UNamur et responsable du service de pédagogie universitaire. Il a notamment collaboré à la mise en œuvre du Pacte d'excellence.

**Philippe Barzin** est secrétaire général du Conseil de l'Enseignement des communes et provinces (CECP).

**Véronique de Thier** est responsable politique à la Fapeo, la Fédération des parents de l'enseignement officiel.

**Bernard Hubien** est le secrétaire général de l'Ufapeo, l'Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique.

**Vincent Vandenberghe** est professeur à la faculté des sciences économiques de l'UCLouvain.

**Marie Jaspers** est docteur en sciences mathématiques et chef de travaux honoraire à l'ULiège. Elle assure bénévolement des médiations pour les élèves du secondaire supérieur dans la région de Liège.

**Etienne Michel** est à la tête du Segec, le Secréariat général de l'enseignement catholique, qui chapeaute les écoles du libre confessionnel.

**Roland Lahaye** est le secrétaire général de la CSC Enseignement, la Confédération des syndicats chrétiens.

**Joseph Thonon** est l'actuel président de la CGSP Enseignement. Il a enseigné la physique pendant une vingtaine d'années.

**Julien Nicaise** est administrateur général de Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE), le pouvoir organisateur des écoles officielles de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

**Benoît Galand** est professeur en sciences de l'éducation à l'UCLouvain, spécialiste du harcèlement scolaire et des difficultés de comportement en milieu éducatif.

#### MARCHÉ DES CHANGES

## L'euro s'échange à moins d'un dollar

L'euro est passé ce lundi sous le seuil de parité avec le dollar, plombé par la crise énergétique qui menace de plonger l'Europe dans la récession et la remontée plus marquée des taux d'intérêt américains. En fin d'après-midi, la monnaie unique s'échangeait ainsi contre 0,9941 dollar. Mi-juillet, l'euro était déjà passé brièvement sous ce seuil, mais s'était ensuite légèrement repris, évoluant ces dernières semaines aux alentours de 1,02 dollar. Cette faiblesse de l'euro s'explique par le fait que les économies européennes sont plus affectées par les retombées de la crise en Ukraine, notamment l'envolée du prix du gaz sur le Vieux Continent, alors qu'il a à peine augmenté outre-Atlantique. Historiquement, l'euro n'avait plus été aussi faible face au billet vert depuis... 2002. Mais il faut cependant rappeler que la monnaie unique, qui valait 1,14 dollar lors de son introduction au 1<sup>er</sup> janvier 1999, s'était rapidement dépréciée et évoluait aux alentours de 0,9 dollar en 2001. D.B.

#### MOUVEMENT SOCIAL

## Actions de la police aéroportuaire dès vendredi

Les quatre syndicats policiers ont maintenu leur préavis de grève à partir de vendredi après l'échec de négociations avec les autorités. Ils ont demandé à la ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden, de retirer un plan de restrictions budgétaires qui met en péril, selon eux, la sécurité des policiers et du public dans les aéroports. « Toutes les organisations syndicales ont mis en avant les contradictions dont souffrent les mesures prises. Malgré cela, aucune avancée, aucune réponse ne sera obtenue », déplorent les organisations syndicales. L'ACV/CSC-Police, la CGSP-Police, le SNPS et le SLPF-Police ont donc confirmé leur préavis de grève débutant le 26 août pour se terminer le 4 septembre. « Il n'est pas exclu que des événements d'importance internationale soient impactés par des actions du personnel mécontent », avertissent-ils. « Si des actions, grèves ou mouvements de zèle doivent se produire à partir du 26 août, les retours de vacances et la tenue du Grand Prix de Francorchamps, le 28, risquent d'être animés », avait déjà mis en garde Eddy Quaino, mandataire permanent de la CGSP-Police.

La nature des actions n'a pas été précisée. BELGA

#### ENTREPRISES

## Le groupe Eurostar changera de CEO le 1<sup>er</sup> octobre

Le groupe Eurostar changera de CEO le 1<sup>er</sup> octobre, annonce l'entreprise ferroviaire qui exploite les trains à grande vitesse entre Londres, Paris et Bruxelles. La Française Gwendoline Cazenave en prendra la direction, succédant à son compatriote Jacques Damas. Ce dernier est le patron d'Eurostar depuis octobre 2020 et CEO de la société holding Eurostar Group depuis sa création le 1<sup>er</sup> mai dernier.

Fort de 20 ans d'expérience dans le transport ferroviaire, Gwendoline Cazenave a occupé au sein de la SNCF la fonction de directrice du TGV Atlantique, de directrice finances, stratégie et juridique de l'activité SNCF Voyages et diverses responsabilités stratégiques et opérationnelles au sein de l'activité TER.

« Très impliquée dans les initiatives en matière d'égalité hommes-femmes et d'écologie, elle proposera d'accélérer la dynamique sur ces sujets au sein de la nouvelle structure », indique Eurostar. Gwendoline Cazenave devra relever les défis nés du regroupement d'Eurostar et Thalys sous la marque unique Eurostar et dont l'ambition est de transporter 30 millions de passagers par an d'ici dix ans, contre 19 millions en 2019. AFP